

La recherche scientifique a besoin de la diversité linguistique

Le projet de loi sur l'enseignement supérieur de la ministre Fioraso, confirmé de manière répétée et explicite par ses propos, entend généraliser les cours en anglais (pour toutes les disciplines) dans l'enseignement supérieur français. Une tribune signée par plusieurs scientifiques français renommés (dont le président du CNRS et un mathématicien) apporte son soutien enthousiaste à cette idée, précisant que cette évolution ne se ferait que sur la base du volontariat et serait indolore puisque les cours seraient en réalité dispensés en *globish*, cet idiome très appauvri tiré de la langue anglaise. Ce point de vue me semble erroné et dangereux pour la communauté scientifique française en général et pour la communauté mathématique en particulier.

Le supposé libre choix des collègues de continuer à donner leurs cours en français est un leurre. Même en l'absence d'obligation explicite, la pression du pouvoir et de la partie de la communauté scientifique acquise au basculement linguistique interdirait de fait, à terme, l'utilisation de la langue de la République, qui disparaîtrait des habitudes universitaires. Alors même que la loi Fioraso n'est pas adoptée, les pressions sont déjà nombreuses pour restreindre l'usage du français en France dans les publications, exposés divers et même cours.

Quant à la substitution du *globish* au français, il faut en mesurer la gravité à l'aune des différentes contre-réformes qui déstabilisent depuis plusieurs années la recherche française, notamment par la fragilisation du CNRS et la montée en puissance des financements sur projets à court terme au détriment des crédits récurrents. Le diktat des critères bibliométriques, qui favorisent mécaniquement la généralisation du *globish*, la course au résultat, la concurrence exacerbée dénaturent la recherche, activité collective dont les résultats ne peuvent se mesurer que sur le long terme et qui pâtit particulièrement de l'uniformisation. La volonté de basculement linguistique vers le *globish* s'inscrit dans cette politique délétère du *vite fait, mal fait, pas trop cher* : pour permettre de supprimer des cours de français pour étudiants étrangers, on cherche à généraliser l'enseignement dans une langue dégradée, dont on peut fortement douter que les étudiants le préféreront à l'enseignement dispensé dans les pays anglophones (sans parler des étrangers qui souhaitent étudier le français et seraient dissuadés de venir dans notre pays par le bannissement de sa propre langue).

Cette politique aurait aussi des conséquences très néfastes sur la transmission de la science. Même lorsque le « produit final » de la recherche peut s'exprimer sous la forme d'un code relativement standardisé, encore que ce ne soit pas forcément la façon la plus efficace et intelligible de le faire (la démonstration formelle constitue un domaine de recherche passionnant, mais son but ne consiste pas à se substituer aux démonstrations écrites en langage courant – qui ne perdent jamais à être rédigées dans un style soigné plutôt qu'appauvri – que nous utilisons dans nos publications ou cours), les mécanismes intellectuels par lesquels on parvient à la découverte ne le sont certainement pas, et il serait bien imprudent de s'imaginer qu'ils sont indépendants de notre langue maternelle. Quant au langage utilisé pour transmettre les connaissances scientifiques, comment lui garantir le même pouvoir persuasif propre à capter toute l'attention des étudiants, leur transmettre notre passion pour notre discipline, leur faire comprendre les subtilités conceptuelles ou esthétiques des notions, s'il exclut notre langue au profit d'un idiome appauvri et standardisé ? N'oublions pas que le français est la langue la plus utilisée dans les articles mathématiques après l'anglais, sans que cela nuise aux échanges internationaux avec nos collègues ; au contraire, l'excellence, pour parler le langage de nos gouvernants, de l'école mathématique française est reconnue aux quatre coins du monde.

Il me semble par conséquent important que la SMF prenne position contre le basculement linguistique de l'enseignement supérieur et agisse de concert avec les autres sociétés savantes pour l'empêcher.

Aurélien Djament, chargé de recherche du CNRS, laboratoire de mathématiques Jean Leray (Nantes).